

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION

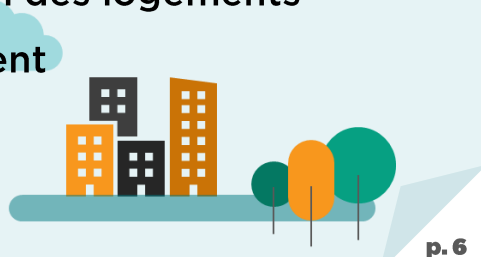


GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.

Septembre 2026

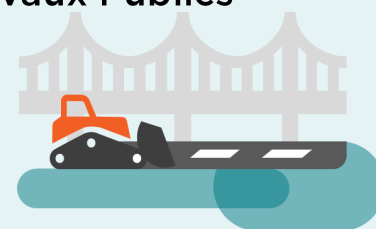
1 Bâtiment

Construction neuve
Entretien-amélioration des logements
Emploi dans le bâtiment
Indices



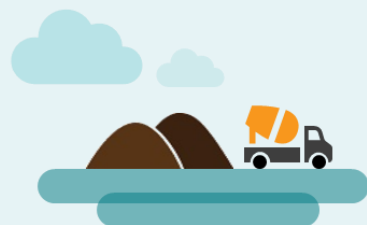
2 Travaux Publics

Opinion des chefs d'entreprise
Emploi dans les Travaux Publics
Indices



3 Matériaux

Vue d'ensemble
Béton prêt à l'emploi
Granulats
Emploi dans l'industrie des matériaux



4 Ensemble de l'appareil de production

Emploi salarié
Demande d'emploi
Créations d'entreprises
Défaillances d'entreprises



Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Bâtiment**Logements autorisés**

Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+5,7%**370 400 lgts****Logements mis en chantier**

Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+18,7%**299 800 lgts****Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) ***

Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2026 (évol 1 an)

-0,5%**69 081 lgts****Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) ***

Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2026 (évol 1 an)

-4,3%**65 654 lgts****Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) ***

Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2026 (évol 1 an)

-2,1%**54 482 lgts****Surface de locaux autorisés**

Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte

-5,7%**35 835 mill. m²****Surface de locaux mis en chantier**

Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte

+7,0%**20 988 mill. m²****Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers**

A fin juillet 2026 (évol 1 an) - en milliards d'euros

+7,7%**170,3 milliards €****Travaux Publics****Travaux Publics réalisés * (1)**

Sur 12 mois à fin juillet 2026 - évolution 1 an à prix constants

-4,8%**Marchés Travaux Publics conclus * (1)**

Sur 12 mois à fin juillet 2026 - évolution 1 an à prix constants

-19,7%**Carnets de commandes des Travaux Publics ***

Au cours du 2° trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période

**Matériaux****Production BPE ***

Sur 12 mois à fin juin 2026 (évol 1 an) - en m3

-2,9%**31 636 569 m3****Production Granulats ***

Sur 12 mois à fin mai 2026 (évol 1 an) - en milliers de tonnes

-2,2%**265 239 kt**

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage.

(1) Les données de juillet 2026 sont provisoires

Les tendances les plus récentes... sur trois mois

Bâtiment			
Logements mis en chantier			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+24,4%	▲	78 700 lgts
Prix des logements collectifs neufs *			
Au 2° trimestre 2026 (évol 1 an) - en €/m²	+1,1%	▲	4 996 €/m²
Surface de locaux mis en chantier			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-1,0%	▼	5 088 mill. m²
Activité entretien-rénovation			
Au 2° trimestre 2026 - évolution 1 an de l'activité en volume	-3,3%	▼	
Intérimaires Bâtiment			
Au 2° trimestre 2026 (évol 1 an)	-2,3%	▼	95 041 ETP
Travaux Publics			
Travaux Publics réalisés * (1)			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 - évolution 1 an à prix constants	-8,5%	▼	
Marchés Travaux Publics conclus * (1)			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 - évolution 1 an à prix constants	-33,8%	▼	
Activité récente Travaux Publics *			
Au cours du 2° trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▼	-36
Matériaux			
Production BPE *			
Sur 3 mois à fin juin 2026 (évol 1 an) - en m3	-5,0%	▼	8 325 324 m3
Production Granulats *			
Sur 3 mois à fin mai 2026 (évol 1 an) - en milliers de tonnes	-0,4%	=	71 244 kt
Ensemble de l'appareil de production			
Emplois salariés dans la construction			
A la fin du 1° trimestre 2026 (évol 1 an)	-1,3%	▼	1 584 884 sal.
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics			
Au 2° trimestre 2026	-1,4%	▼	203 048 DEFM

Le calcul des évolutions du nombre de demandeurs d'emploi est actuellement perturbé par des modifications réglementaires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage

(1) Les données de juillet 2026 sont provisoires

Les perspectives...

Bâtiment			
Logements autorisés			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-8,0%	▼	98 500 lgts
Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) *			
Au 2° trimestre 2026 (évol 1 an)	-6,5%	▼	21 749 lgts
Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) *			
Au 2° trimestre 2026 (évol 1 an)	-2,2%	▼	17 447 lgts
Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) *			
Au 2° trimestre 2026 (évol 1 an)	-10,7%	▼	10 174 lgts
Encours de logements (indiv. + coll.) *			
A la fin du 2° trimestre 2026 (évol 1 an)	+1,3%	▲	125 438 lgts
Surface de locaux autorisés			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	-9,9%	▼	8 422 mill. m²
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers			
Sur 3 mois à fin juillet 2026 (évol 1 an) - en milliards d'euros	-3,1%	▼	40,8 milliards €
Travaux Publics			
Prévisions d'activité Travaux Publics *			
Pour le 3° trimestre 2026 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▼	-34

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Bâtiment



Construction neuve

Dynamique de construction des logements

► Les tendances des trois derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	78 700 lgts	+24,4%	▲
Logements individuels	30 800 lgts	+31,2%	▲
Dont individuels purs	22 100 lgts	+40,0%	▲
Dont individuels groupés	8 700 lgts	+13,1%	▲
Logements collectifs	47 800 lgts	+20,4%	▲
Dont collectifs	38 000 lgts	+25,0%	▲
Dont résidences	9 900 lgts	+5,3%	▲

Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	98 500 lgts	-8,0%	▼
Logements individuels	37 800 lgts	+9,7%	▲
Dont individuels purs	26 800 lgts	+21,5%	▲
Dont individuels groupés	11 000 lgts	-11,3%	▼
Logements collectifs	60 700 lgts	-16,3%	▼
Dont collectifs	45 600 lgts	-19,4%	▼
Dont résidences	15 100 lgts	-5,4%	▼

+24,4% ▲

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026)

78 700 lgts

Source :
SDES, Sitadel3,
estimations à fin juillet 2026

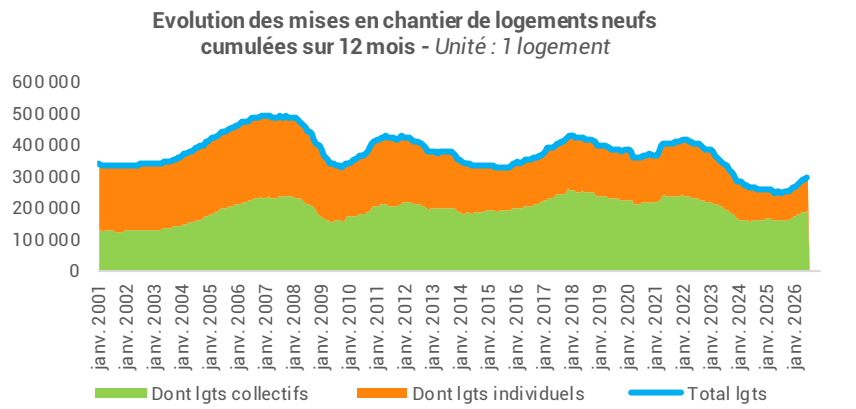
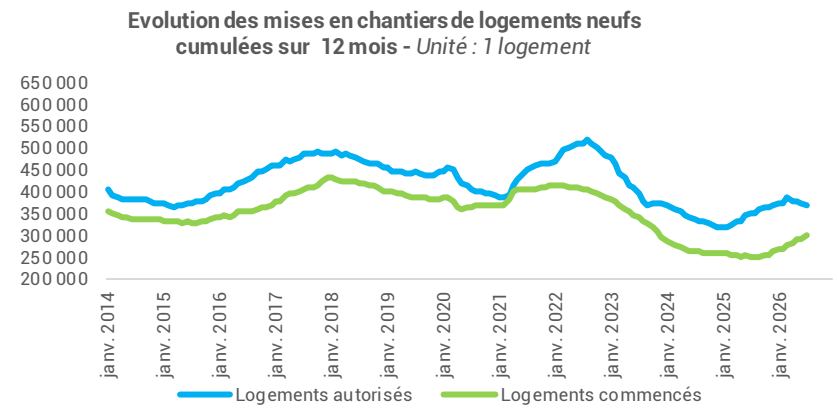
► Les tendances des douze derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	299 800 lgts	+18,7%	▲
Logements individuels	109 200 lgts	+20,2%	▲
Dont individuels purs	75 100 lgts	+25,2%	▲
Dont individuels groupés	34 100 lgts	+10,5%	▲
Logements collectifs	190 600 lgts	+17,9%	▲
Dont collectifs	147 200 lgts	+13,3%	▲
Dont résidences	43 500 lgts	+36,9%	▲

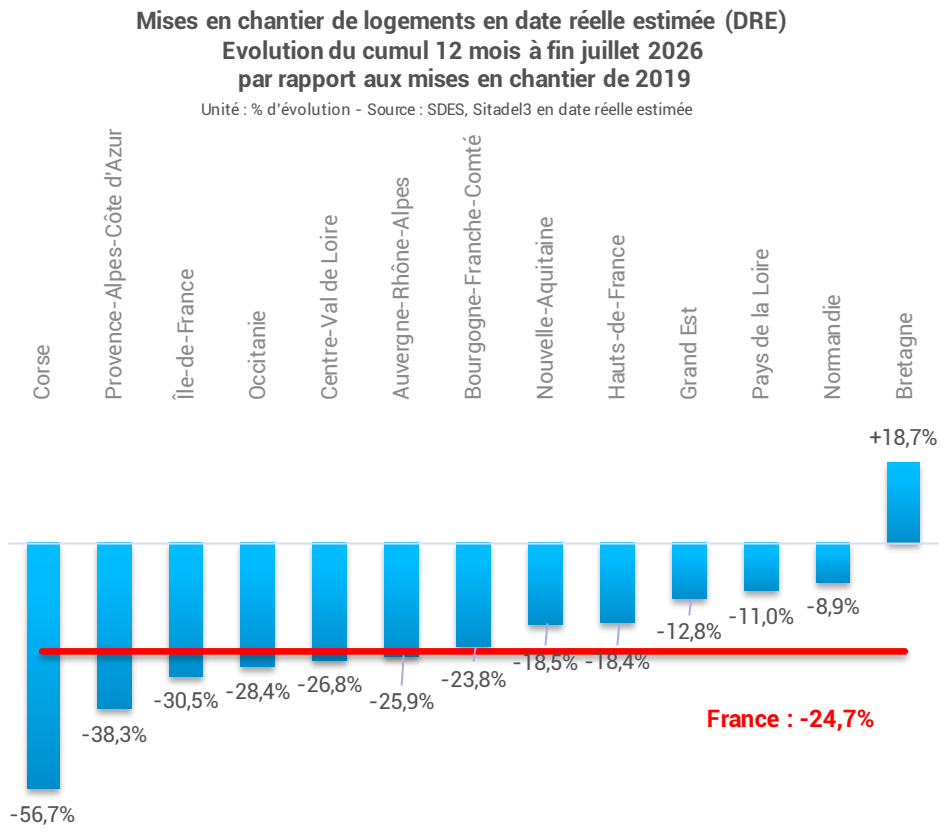
Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	370 400 lgts	+5,7%	▲
Logements individuels	138 500 lgts	+13,2%	▲
Dont individuels purs	97 100 lgts	+23,9%	▲
Dont individuels groupés	41 400 lgts	-5,9%	▼
Logements collectifs	231 800 lgts	+1,7%	▲
Dont collectifs	177 400 lgts	+0,2%	=
Dont résidences	54 500 lgts	+7,0%	▲

Avertissement : Dans les
tableaux, en raison des arrondis,
des totaux peuvent légèrement
différer de la somme des
éléments qui les composent.

► L'activité sur long terme

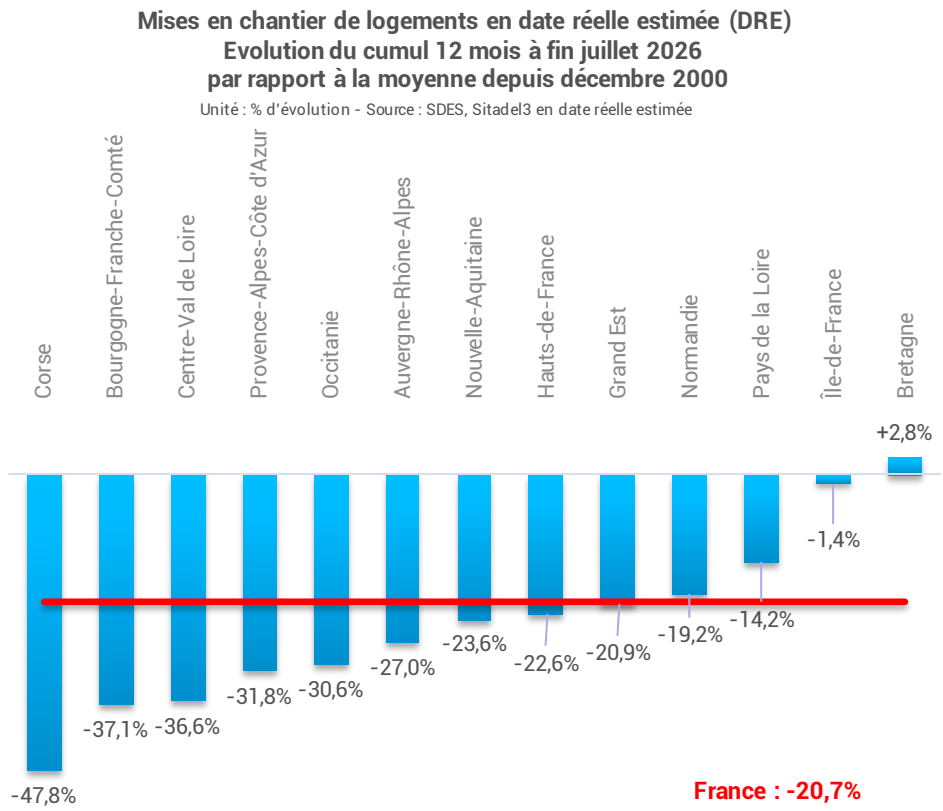


► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire



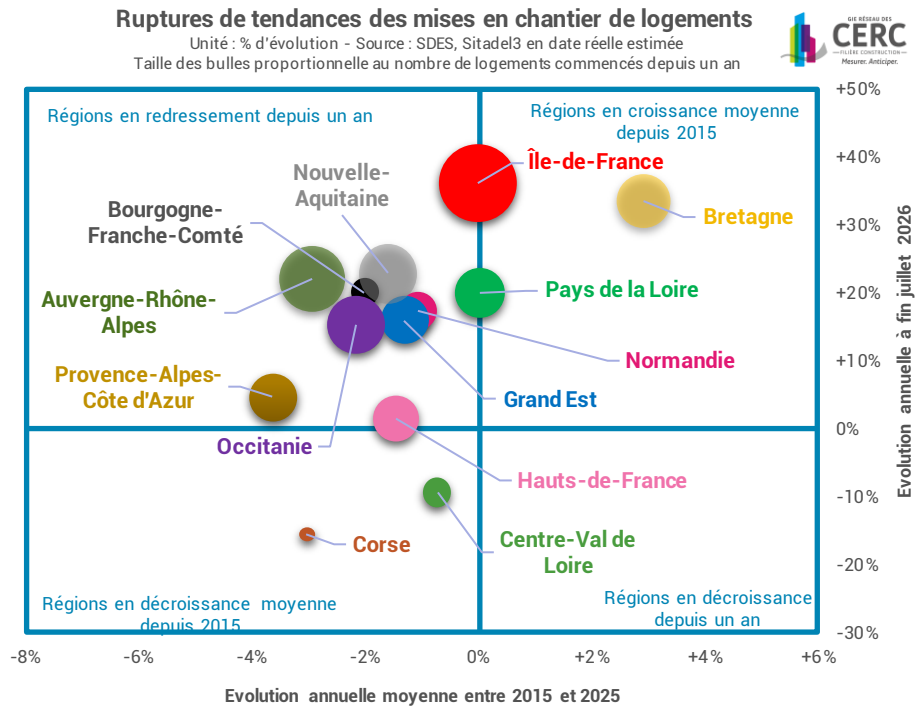
Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre de logements commencés en 2019.

► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période



Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre moyen de logements commencés sur 12 mois depuis décembre 2000.

► Les ruptures de tendances territoriales



► Les tendances des ventes de logement aux particuliers sur les trois derniers mois

La commercialisation de logements neufs - particuliers	2 ^e trimestre 2026 - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	21 749 lgts	-6,5%	▼	20 660 lgts	-6,3%	▼	1 089 lgts	-9,7%	▼
Réservations ⁽²⁾	17 447 lgts	-2,2%	▼	16 594 lgts	-1,3%	▼	853 lgts	-17,6%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	125 438 lgts	+1,3%	▲	117 434 lgts	+1,6%	▲	8 004 lgts	-2,9%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	22,2 mois	+0,3 mois	▲	21,9 mois	+0,3 mois	=	27,9 mois	+2,7 mois	▲
Prix des logements				4 996 €/m²	+1,1%	▲	359 452 €/lot	+3,2%	▲

-2,2% ▼

EN 1 AN

DES RESERVATIONS (aux particuliers)

AU 2^e TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

17 447 lgts

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.

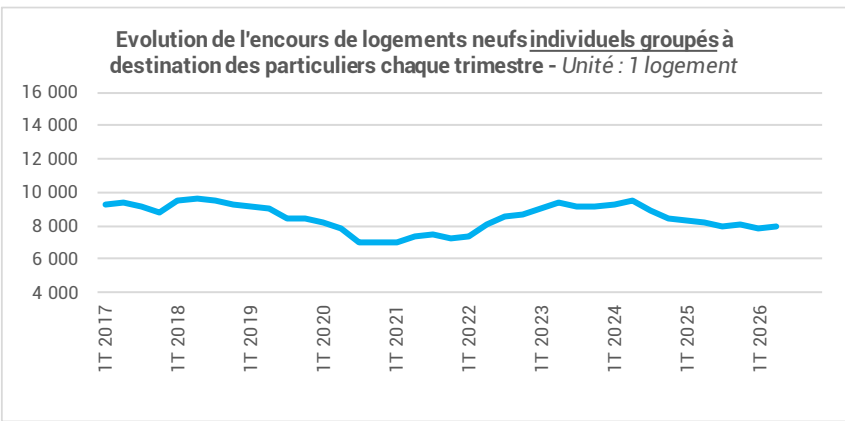
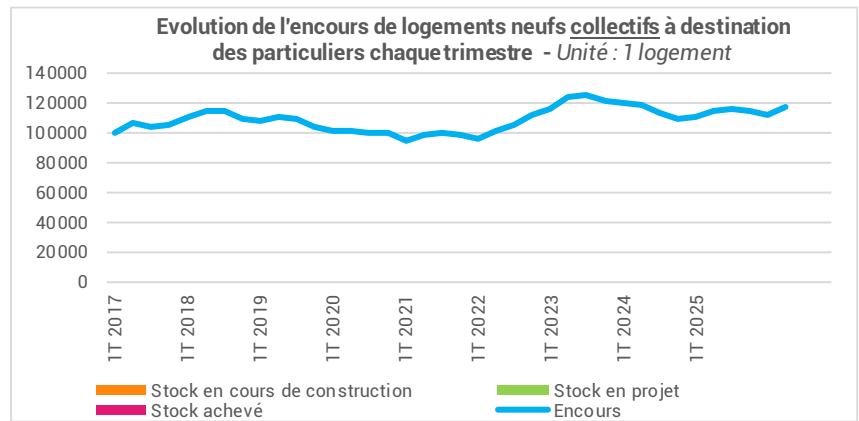
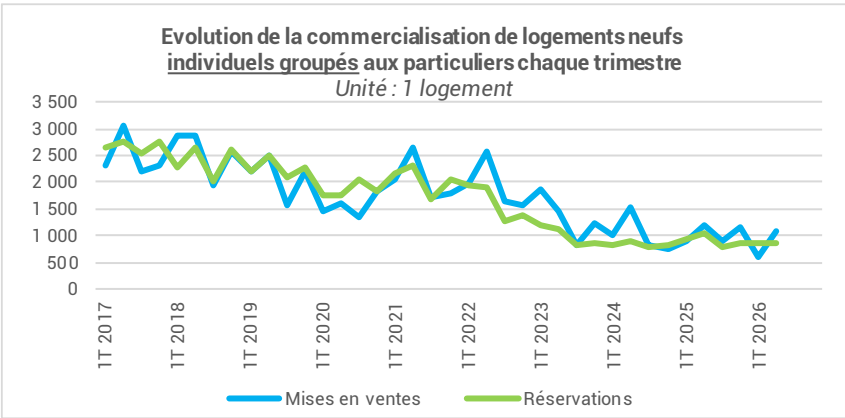
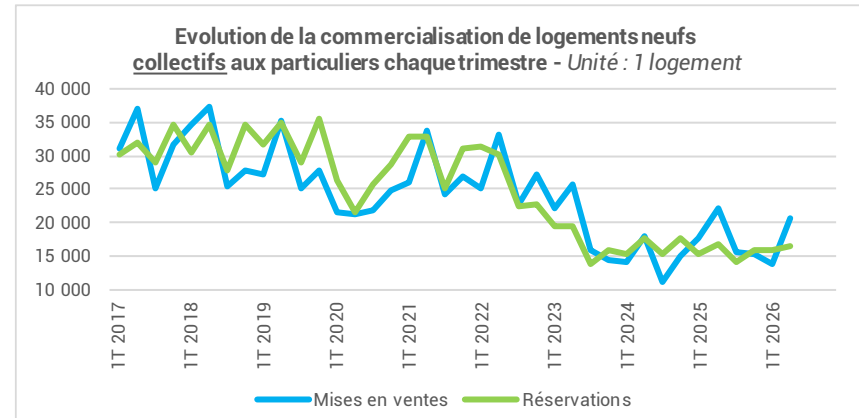
► Les tendances des ventes de logements aux particuliers sur les douze derniers mois

La commercialisation de logements neufs - particuliers	Situation à la fin du 2 ^e trimestre 2026 Cumul 4 trimestres - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	69 081 lgts	-0,5%	=	65 325 lgts	-0,7%	=	3 756 lgts	+2,3%	▲
Réservations ⁽²⁾	65 654 lgts	-4,3%	▼	62 287 lgts	-4,2%	▼	3 367 lgts	-6,2%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	10 829 lgts	-6,5%	▼	10 196 lgts	-7,0%	▼	633 lgts	+2,4%	▲

► Les tendances des ventes de logements aux investisseurs institutionnels

Les réservations de logements neufs - ventes en bloc	2 ^e trimestre 2026 - Evol 1 an			Situation à la fin du 2 ^e trimestre 2026 Cumul 4 trimestres - Evol 1 an		
Réservations ⁽²⁾	10 174 lgts	-10,7%	▼	54 482 lgts	-2,1%	▼

► Les évolutions de la commercialisation de logements sur long terme



-2,2% ▼

EN 1 AN

DES RESERVATIONS (aux particuliers)

AU 2^e TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

17 447 lgts

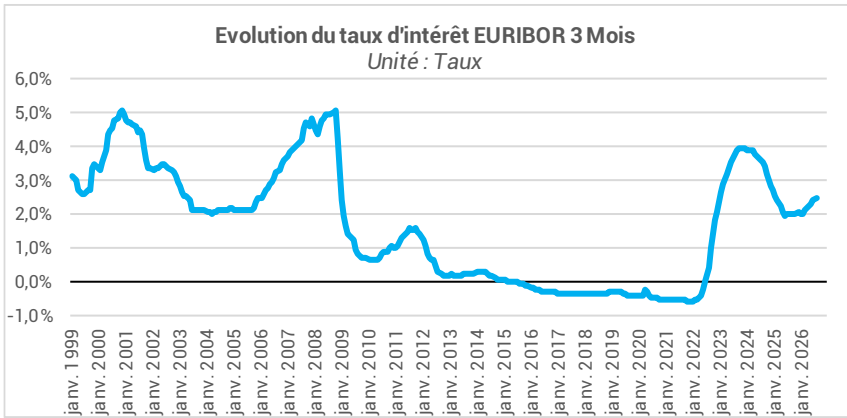
Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

- (1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre
- (2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
- (3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés
- (4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers
- (5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

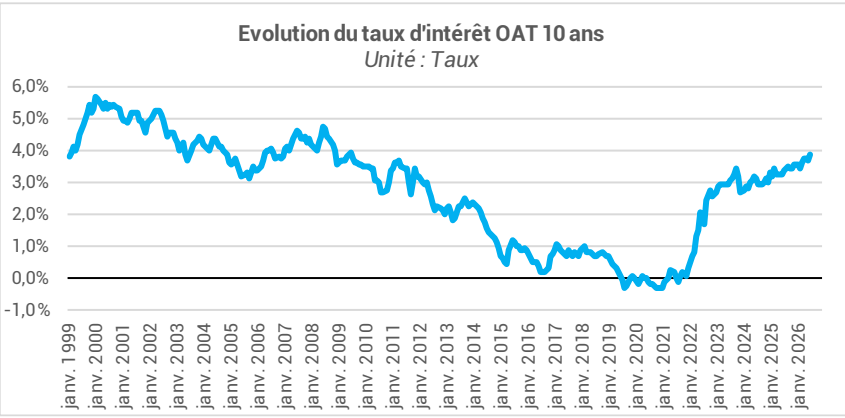
Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.

► La tendance des taux d'intérêt

Taux d'intérêt (EURIBOR à 3 mois*, moy. mensuelle)	Situation à fin août 2026 Evol 1 mois		
Taux d'intérêt	2,513%	+0,088 pt	▲



Taux d'intérêt (OAT à 10 ans*, moy. mensuelle)	Situation à fin juillet 2026 Evol 1 mois		
Taux d'intérêt	3,850%	+0,170 pt	▲



-3,1% ▼

EN 1 AN

DES CREDITS NOUVEAUX A L'HABITAT

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026)

41 MD€

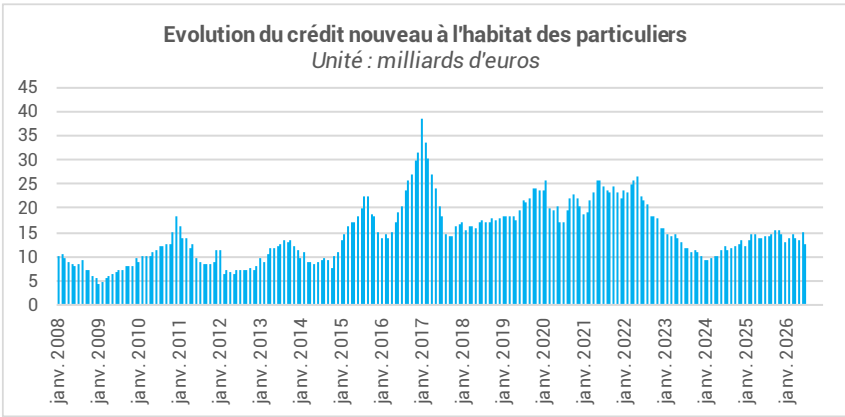
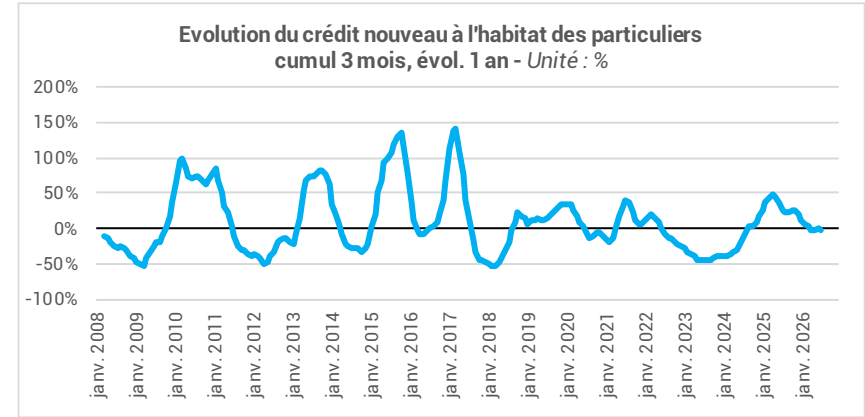
Sources :
Banque de France

* : Euro Interbank Offered Rate (EURIBOR) : taux interbancaire offert entre banques de meilleures signatures pour la rémunération de dépôts dans la zone euro.

* : Obligations assimilables du Trésor (OAT)

► La tendance des crédits à l'habitat

Crédits à l'habitat	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers (milliards d'euros)	40,8	-3,1%	▼



Note :

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Construction neuve

Dynamique de construction des locaux

► Les tendances des trois derniers mois

Les mises en chantier de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an			Les autorisations de construire des locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	5 088 mill. m²	-1,0%	▼	Total locaux autorisés	8 422 mill. m²	-9,9%	▼
Bâtiments agricoles	1 123 mill. m²	+11,1%	▲	Bâtiments agricoles	2 274 mill. m²	-3,7%	▼
Locaux industriels	612 mill. m²	-7,6%	▼	Locaux industriels	1 134 mill. m²	+7,9%	▲
Commerces	863 mill. m²	-10,7%	▼	Commerces	1 627 mill. m²	-2,1%	▼
Bureaux	450 mill. m²	-22,7%	▼	Bureaux	727 mill. m²	-9,1%	▼
Entrepôts	1 051 mill. m²	+2,0%	▲	Entrepôts	1 715 mill. m²	-6,6%	▼
Bâtiment de service public	988 mill. m²	+11,3%	▲	Bâtiment de service public	933 mill. m²	-43,1%	▼

-1,0% ▼

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026)

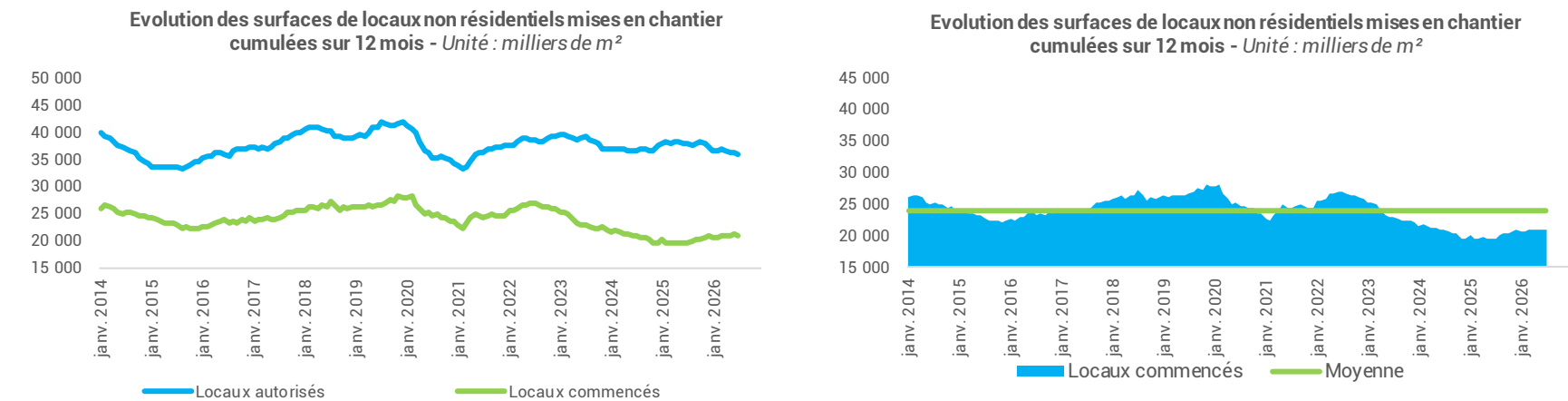
5 088 mill. m²

⚠ Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précautions.

► Les tendances sur un an

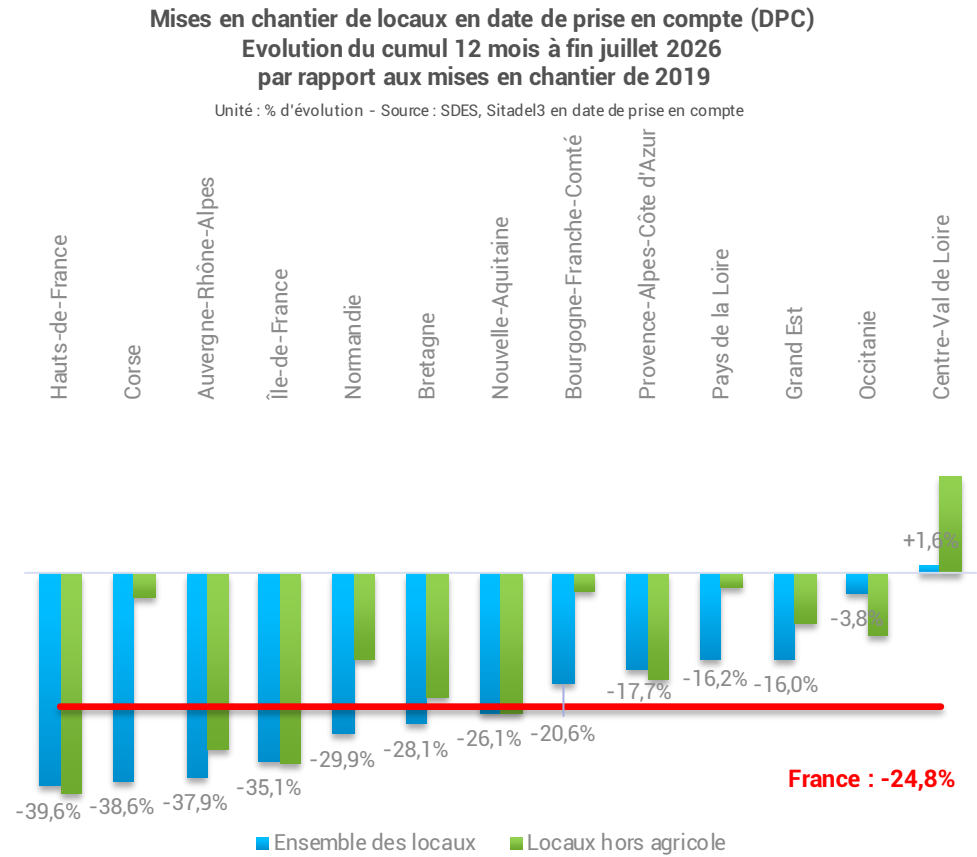
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	20 988 mill. m²	+7,0%	▲
Total locaux autorisés	35 835 mill. m²	-5,7%	▼

► Les évolutions sur long terme de la construction neuve de locaux



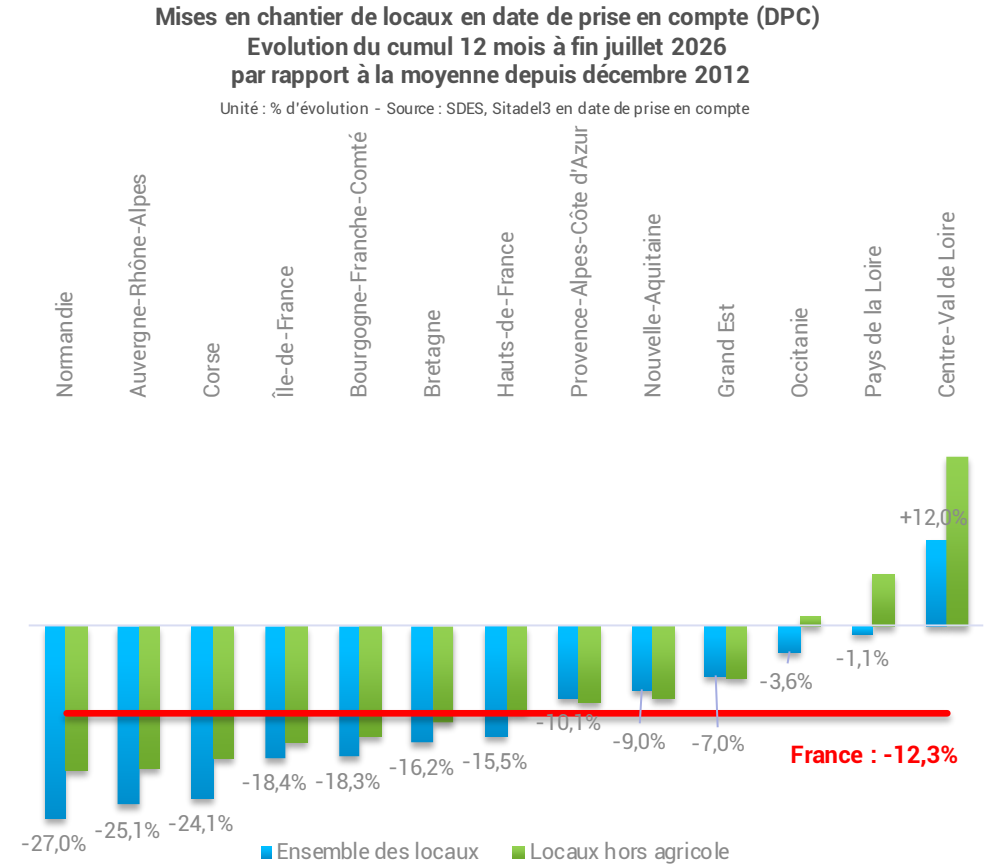
Sources : SDES, Sitadel3 (données brutes)

► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire



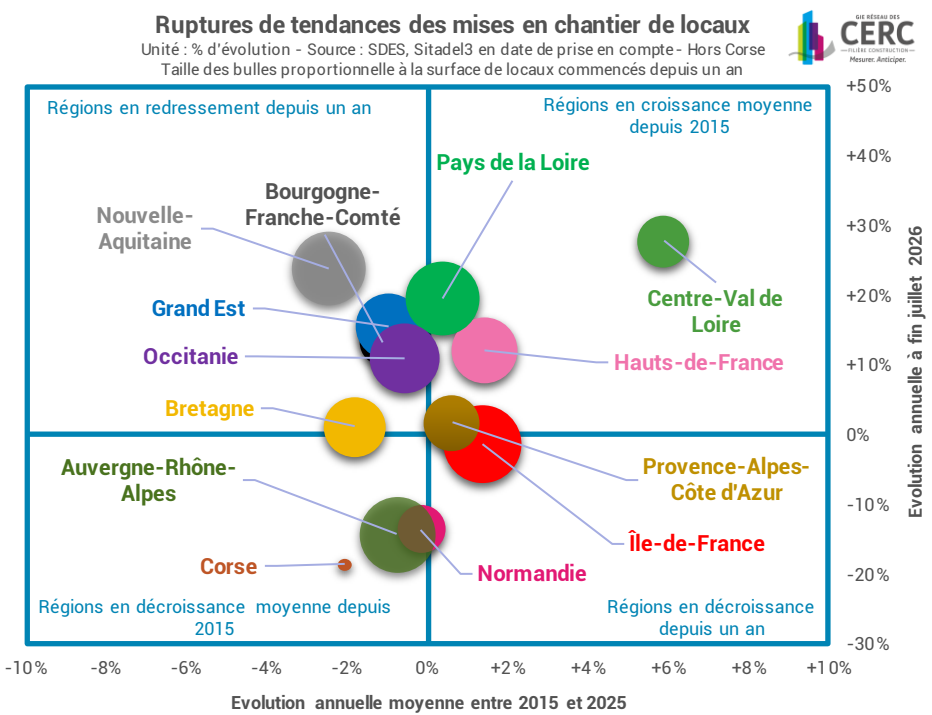
Ce graphique fait apparaitre, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en 2019.

► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période



Ce graphique fait apparaitre, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en moyenne par an depuis décembre 2012.

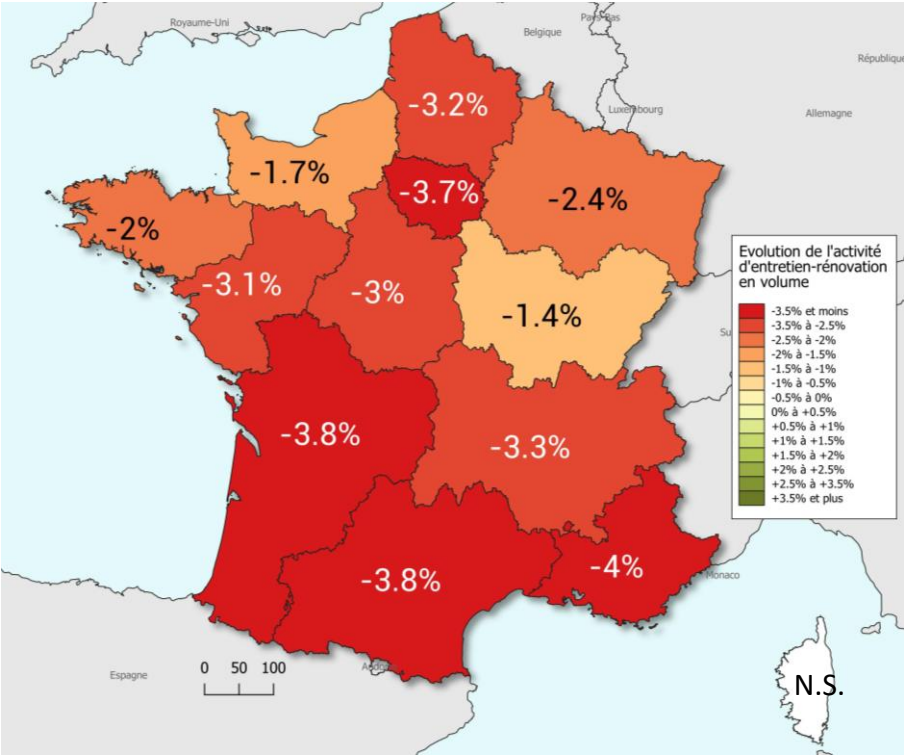
► Les ruptures de tendances territoriales



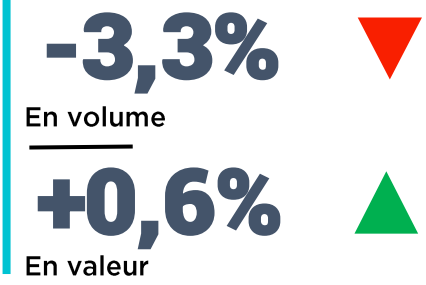
► **Les tendances de l'entretien-rénovation**

Après un premier trimestre en recul marqué, celui-ci s'accroît au deuxième trimestre avec -3,3% de montants facturés en entretien-rénovation. Les régions du sud se révèlent les plus en retrait : -4% en Provence-Alpes-Côte d'Azur, -3,8% en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ainsi que -3,3% en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans la moitié nord, Île-de-France ressort en queue de peloton à -3,7%, alors que les replis les plus contenus concernent Bourgogne-Franche-Comté (-1,4%) et Normandie (-1,7%).

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume



Évolution de l'activité d'entretien-rénovation par rapport au 2^{ème} trim. 2025



Source : Réseau des CERC, résultat enquête 2^{ème} trimestre 2026 – Septembre 2026 – NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Les tendances de l'entretien-rénovation

Sur le segment des logements, les montants facturés se replient de 3,1% au deuxième trimestre et chaque région affiche une baisse, sans exception. Le recul atteint 3,9% en Île-de-France et Nouvelle-Aquitaine, 3,8% en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 3,7% en Occitanie. Les baisses les moins marquées concernent la Normandie (-1,3%), Bourgogne-Franche-Comté (-1,5%) et Bretagne (-1,7%).

Au deuxième trimestre, le segment des locaux non résidentiels se révèle particulièrement touché avec -3,7% en France (contre -1,8% au T1). Avec -1,1%, la Bourgogne-Franche-Comté fait figure d'exception. Les autres régions témoignent de replis s'étalant de -2,9% en Normandie à -4,8% en Auvergne-Rhône-Alpes, en passant par -3,5% pour l'Île-de-France ou -4,3% en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Évolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume par rapport au 2^{ème} trim. 2025

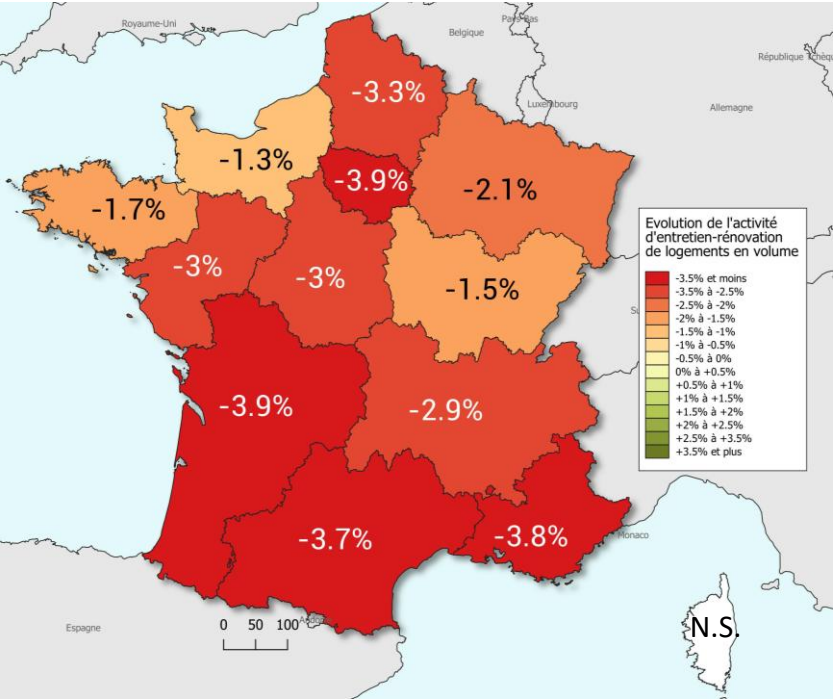
-3,1%

Logements

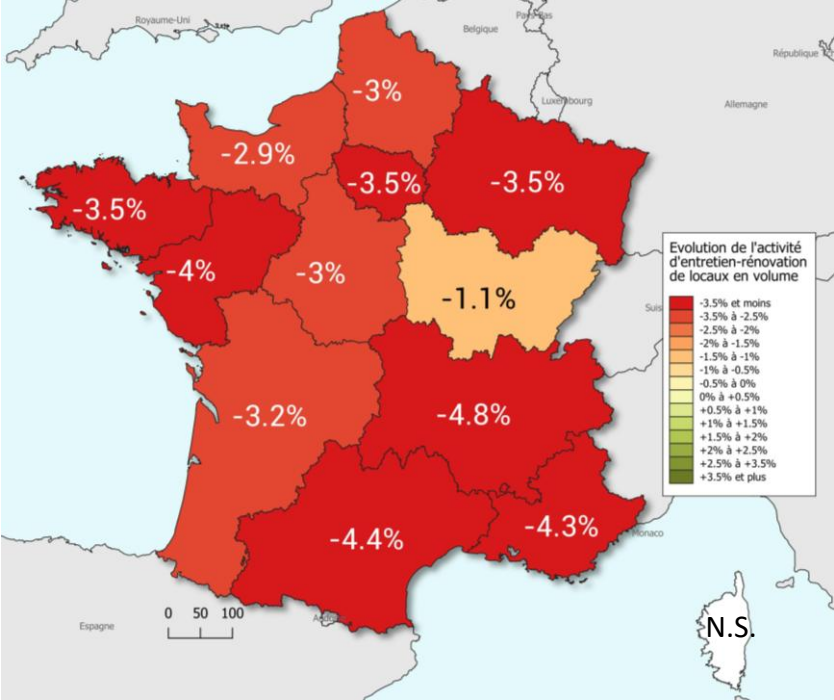
-3,7%

Locaux non résidentiels

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de logements en volume au 2^{ème} trimestre 2026



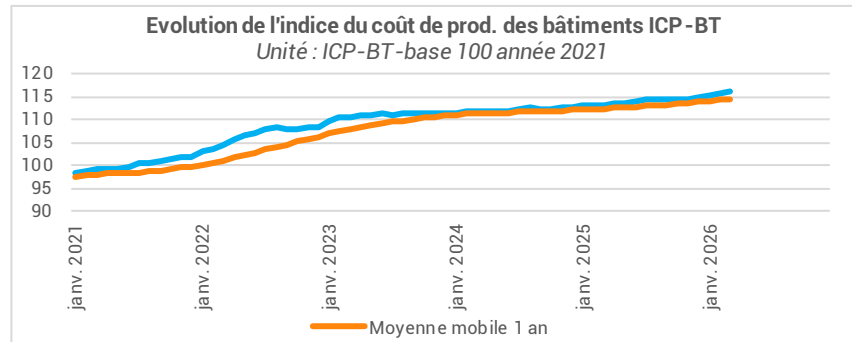
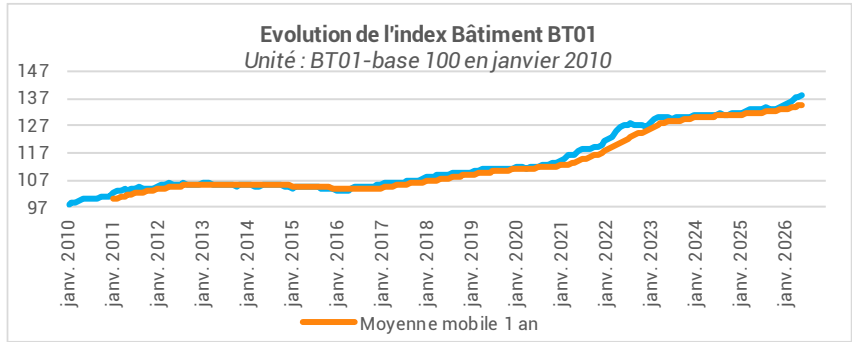
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de locaux en volume au 2^{ème} trimestre 2026



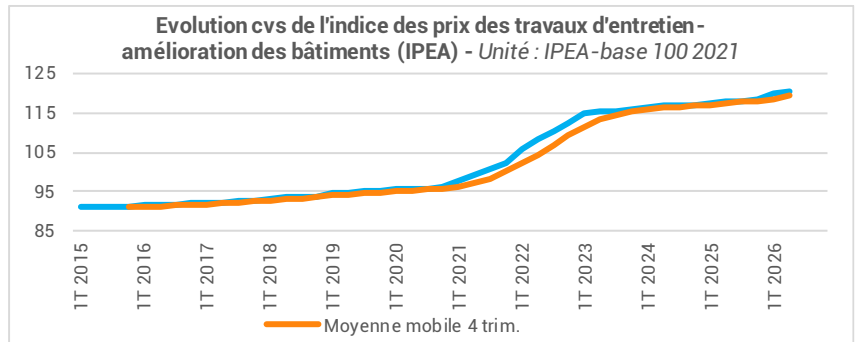
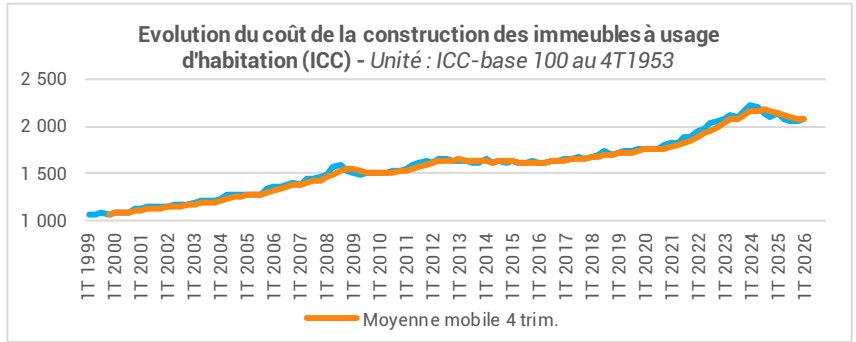
Source : Réseau des CERC, résultat enquête 2^{ème} trimestre 2026 – Septembre 2026 – NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Évolution comparée des coûts et prix bâtiment

Indices de coût du Bâtiment			
juin 2026 - Evol 1 mois			
Index du bâtiment, tous corps d'état (BT01) - Base 100 en janvier 2010	138,3	+0,29%	=
mars 2026 - Evol 1 mois			
Indice du coût de production des bâtiments (ICP_BT)* - Base 100 en 2021	116,3	+0,43%	=



Indices de prix du Bâtiment			
1° trimestre 2026 - Evol 1 trimestre			
Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)	2 084,0	+1,26%	▲
2° trimestre 2026 - Evol 1 trimestre			
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA)	120,7	+0,75%	=
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>logements</u> (IPEA)	121,0	+1,00%	▲
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>locaux non résidentiels</u> (IPEA)	120,1	+0,33%	=



* L'indice du coût de production dans le bâtiment (ICP-BT) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Bâtiment, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index BT01, servant à indexer les contrats. Il est révisable, contrairement au BT01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.

Sources :
INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Travaux Publics



► Les tendances d'activité des trois derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 3 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	-8,5%	▼
Marchés conclus	-33,8%	▼

-8,5% ▼

EN 1 AN

DES TRAVAUX REALISES

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026 - €constants)

► Les tendances d'activité des douze derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin juillet 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	-4,8%	▼
Marchés conclus	-19,7%	▼

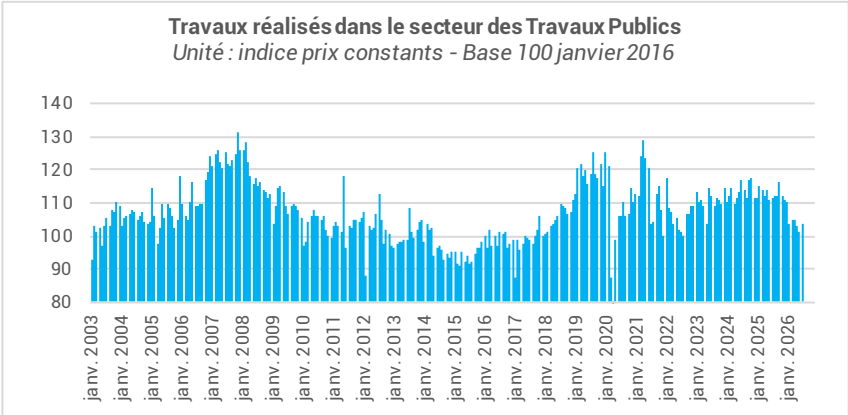
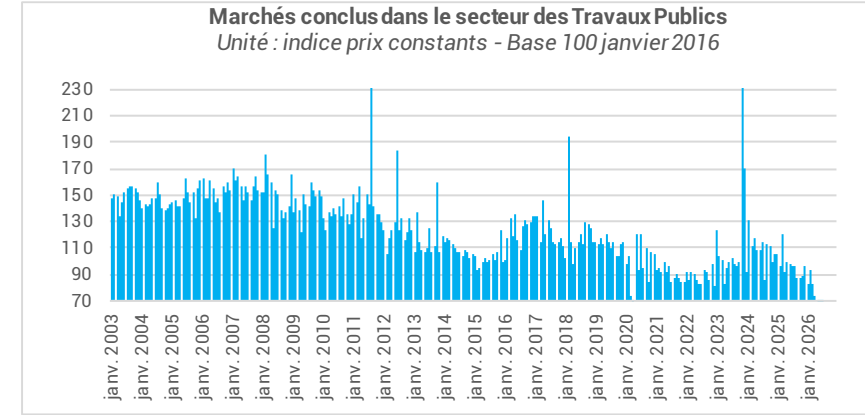
-33,8% ▼

EN 1 AN

DES MARCHES CONCLUS

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026 - €constants)

► Les évolutions sur long terme de l'activité dans les Travaux Publics



Sources :
Enquête mensuelle FNTF
(données cvs-cjo aux prix de 2023; disponibles pour la France métropolitaine)

Conception GIE Réseau des CERC

Juillet 2026 : données provisoires

► Opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics sur leur activité

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol. moyenne longue période	
Prévisions d'activité pour le 3° trim.2026	-34	▼
Activité récente du 2° trim. 2026	-36	▼
Carnets de commandes	-47	▼

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production			
Insuffisance de la demande	56%	+19 pts	▲
Insuffisance en personnel	23%	-13 pts	▼
Contraintes financières	20%	+8 pts	▲
Conditions climatiques	32%	+19 pts	▲
Insuffisance de matériel	1%	-1 pt	=
Autres facteurs	6%	-1 pt	=

-36 ▼

ACTIVITE RECENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 2° TRIMESTRE 2026

-34 ▼

PREVISION D'ACTIVITE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

POUR LE 3° TRIMESTRE 2026

-47 ▼

CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

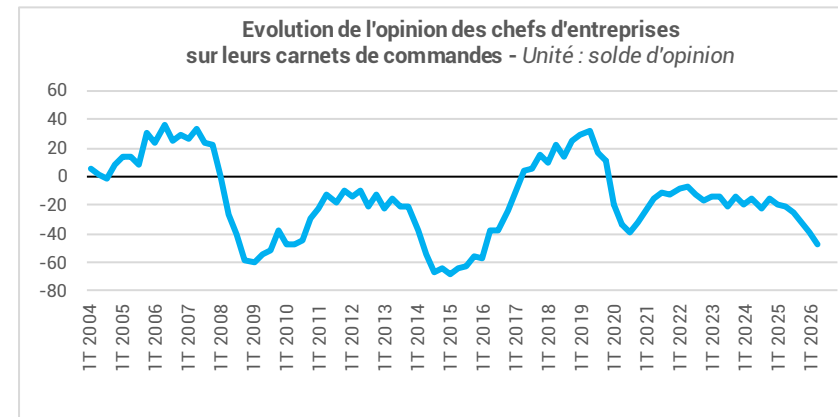
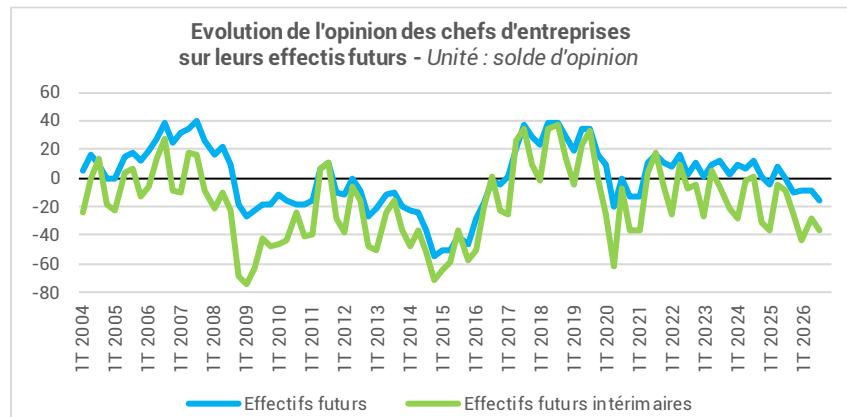
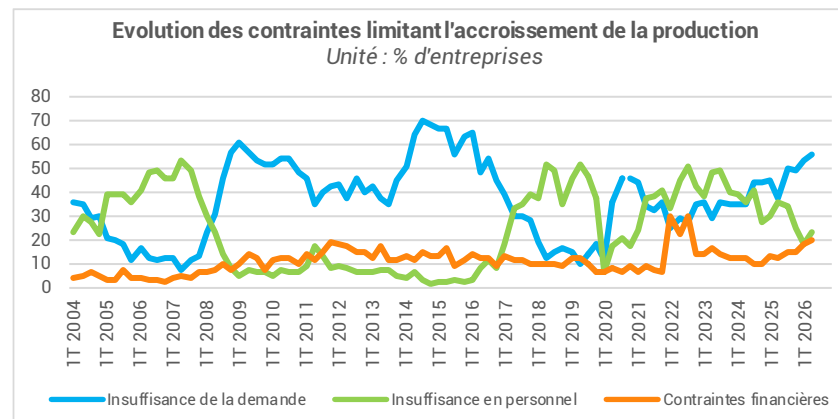
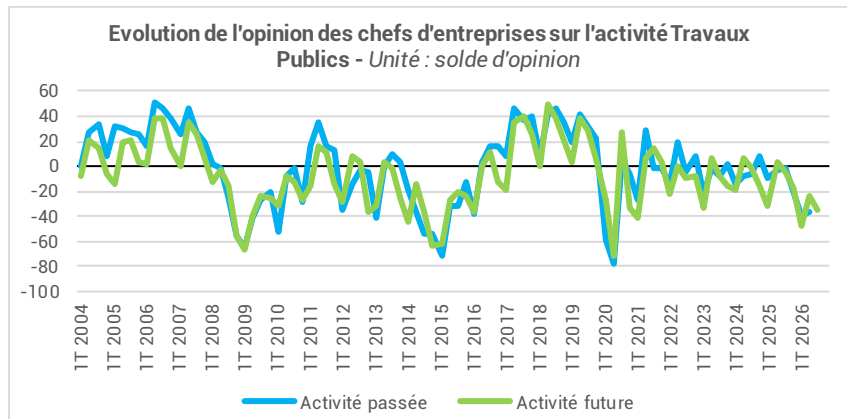
AU 2° TRIMESTRE 2026

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Les évolutions sont mesurées par rapport à la moyenne de longue période pour le même trimestre (depuis 2004)

Source : Enquête trimestrielle FNTF/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

► Les évolutions sur long terme de l'opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTF/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

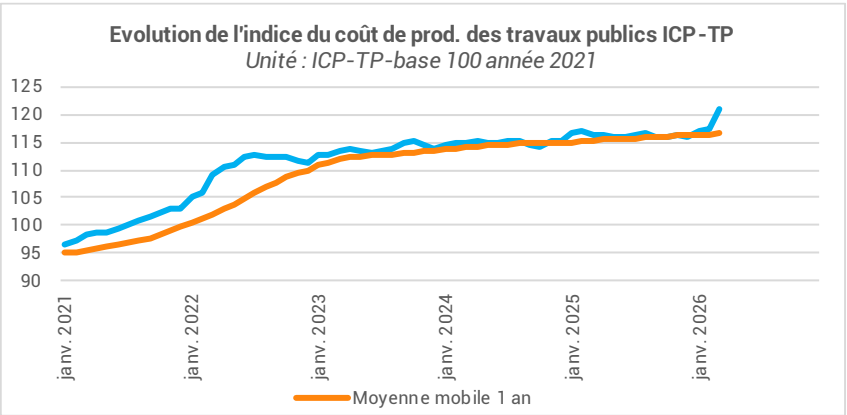
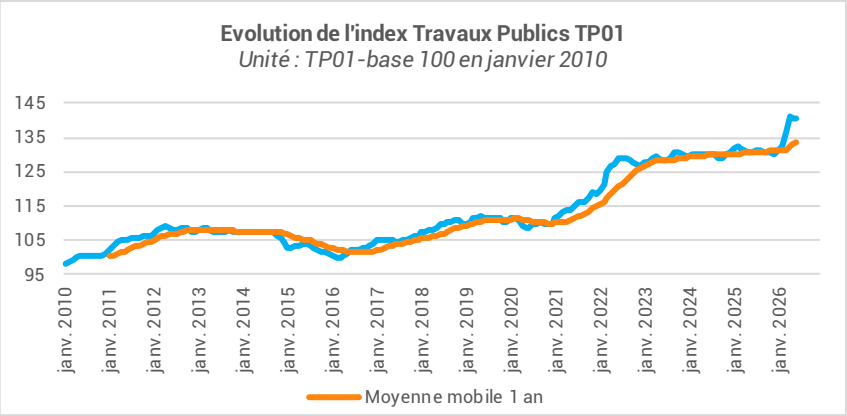
► Évolution comparée des coûts Travaux Publics

Indices de coût des Travaux Publics			
juin 2026 - Evol 1 mois			
Index général tous travaux (TP01) - Base 100 en janvier 2010	140,4	0,0%	=
mars 2026 - Evol 1 mois			
Indice du coût de production des travaux publics (ICP_TP)* - Base 100 en 2021	120,9	+2,89%	▲

* L'indice du coût de production dans les travaux publics (ICP-TP) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Travaux Publics, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index TP01. Il est révisable, contrairement au TP01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.



Matériaux



► Les tendances des trois derniers mois

La production de matériaux Cumul 3 mois - Evol 1 an			
Production de BPE à fin juin 2026	8 325 324 m3	-5,0%	▼
Production de Granulats à fin mai 2026	71 244 kt	-0,4%	=

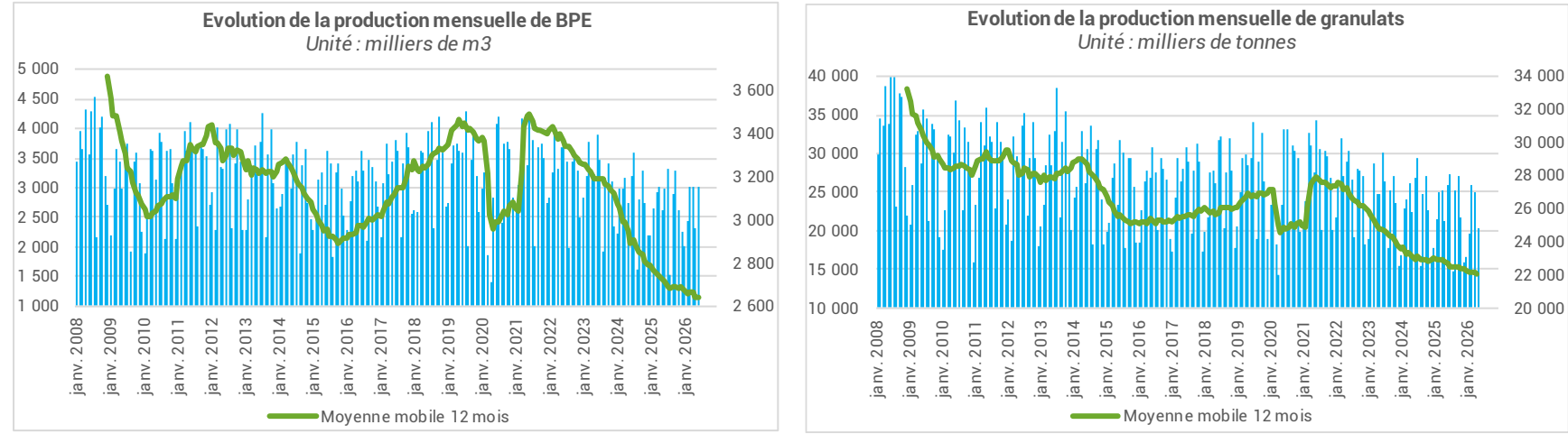
Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

► Les tendances des douze derniers mois

La production de matériaux Cumul 12 mois - Evol 1 an			
Production de BPE à fin juin 2026	31 636 569 m3	-2,9%	▼
Production de Granulats à fin mai 2026	265 239 kt	-2,2%	▼

Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

► L'activité sur long terme



Données brutes, hors granulats de recyclage, non cvs, non cjo ; France métropolitaine

-5,0% ▼

EN 1 AN

PRODUCTION BPE

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2026)

8 325 324 m3

-0,4% =

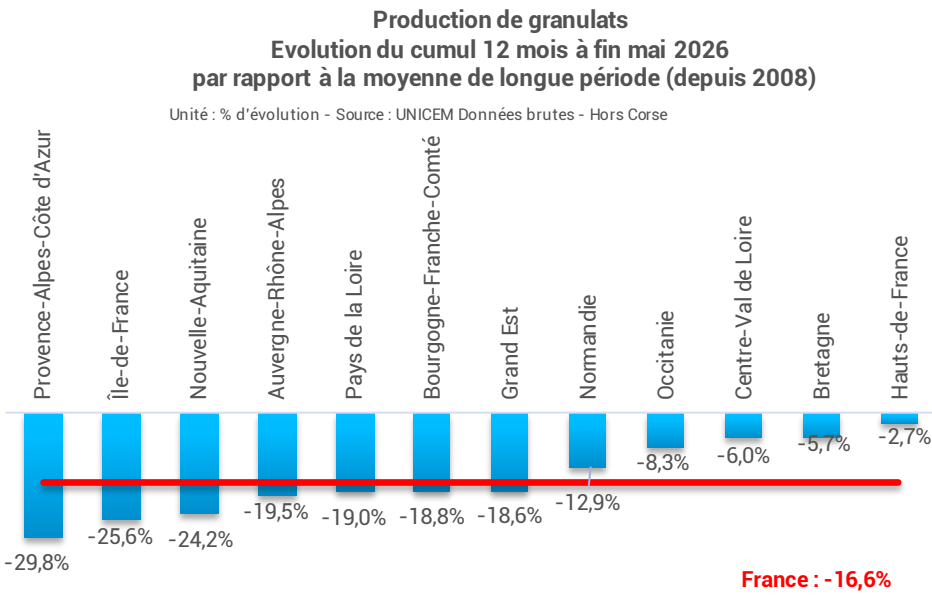
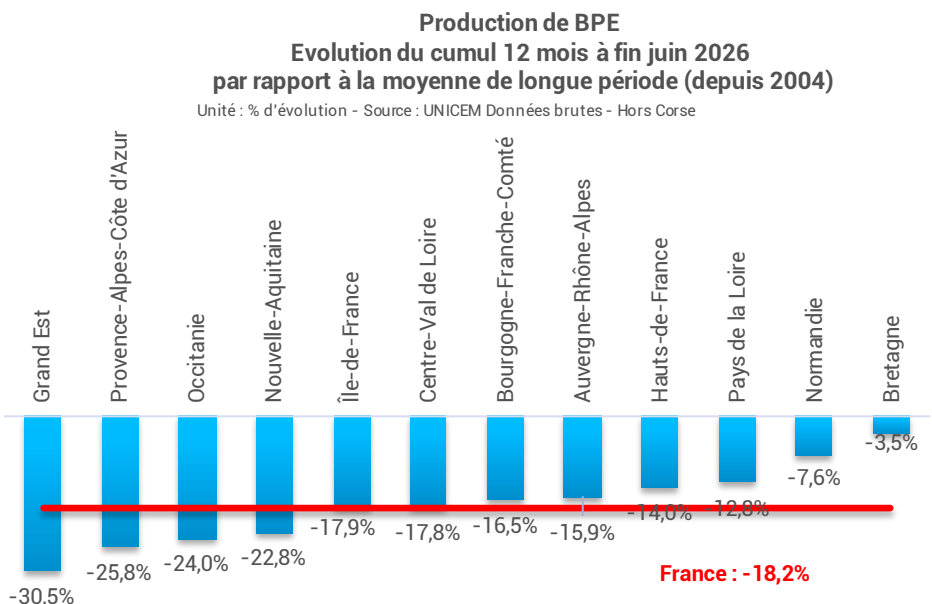
EN 1 AN

PRODUCTION GRANULATS

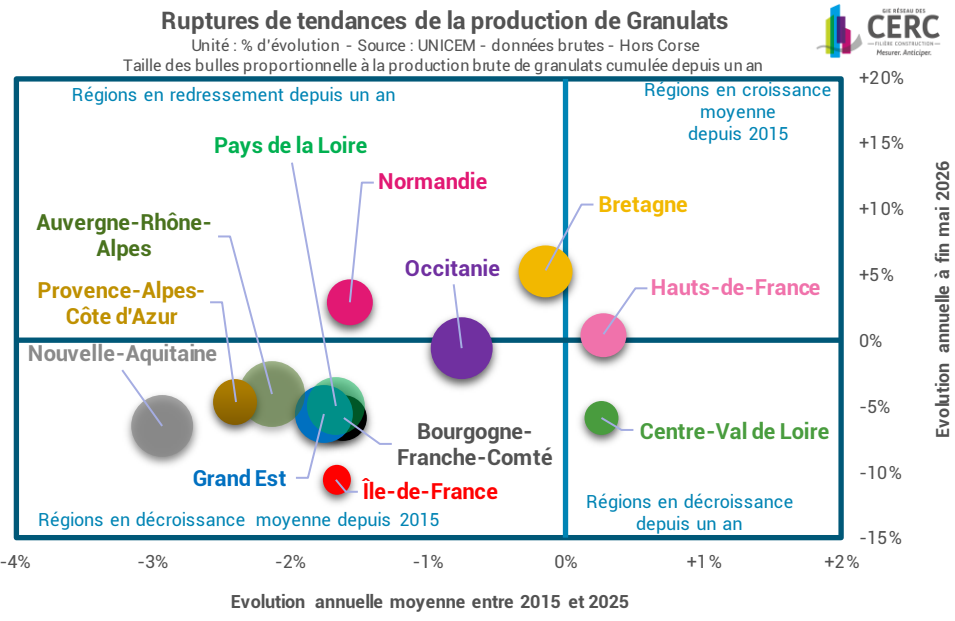
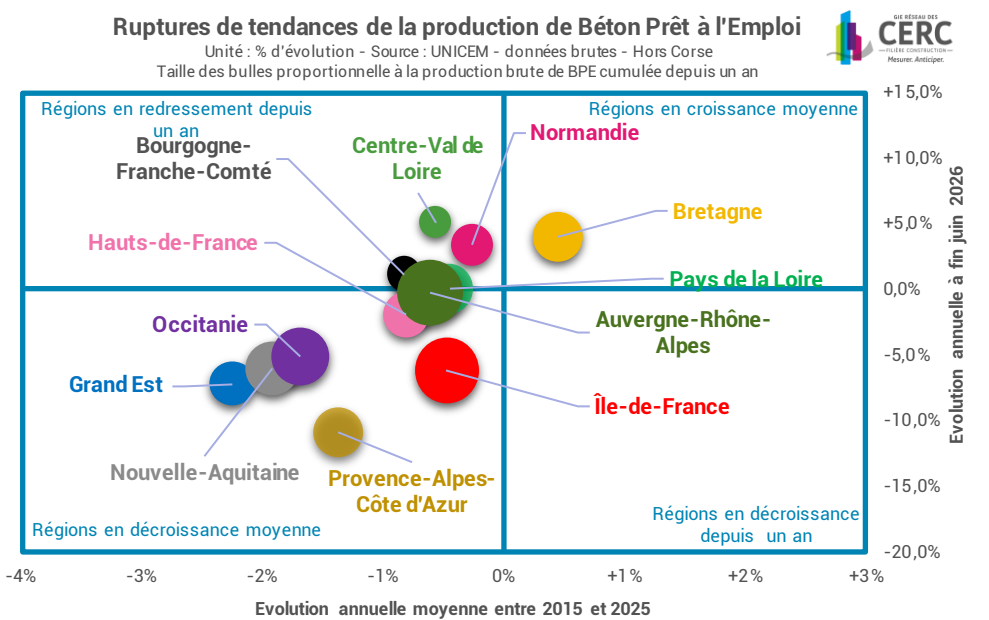
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN MAI 2026)

71 244 kt

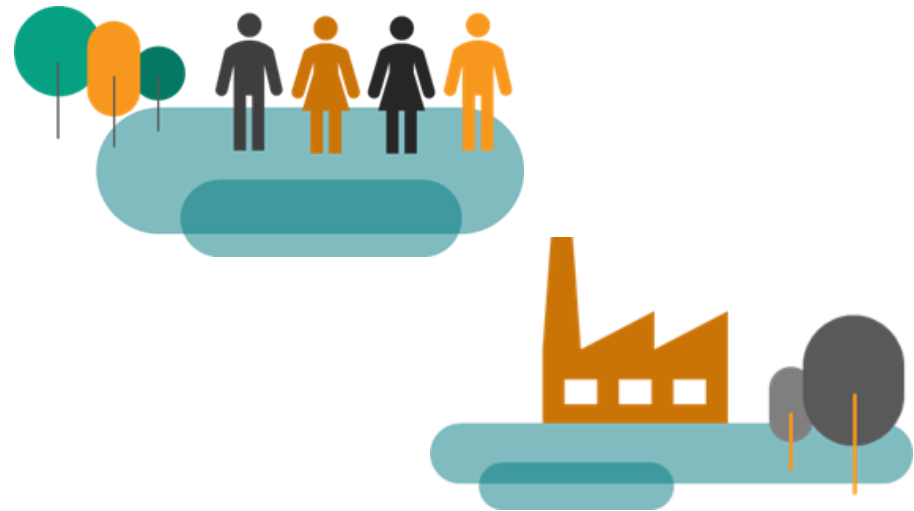
► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période



► Les ruptures de tendances territoriales

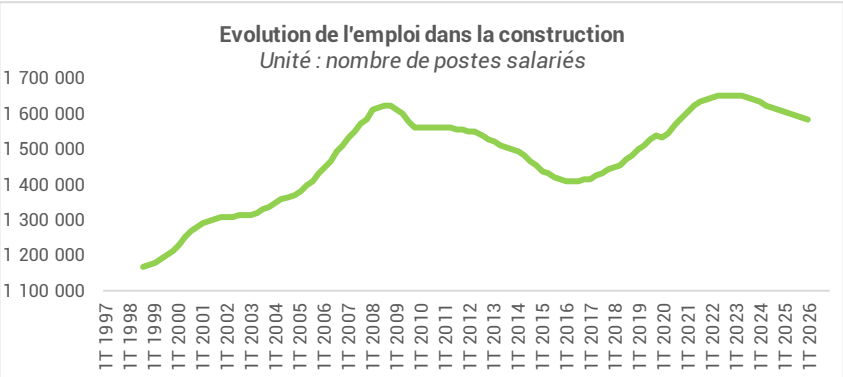


Ensemble de l'appareil de production



► Les tendances de l'emploi salarié dans la Construction

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	1 584 884 sal.	-1,3%	▼
Nombre de postes salariés Construction en moyenne sur les 4 derniers trim.	1 594 142 sal.	-1,4%	▼



-1,3% ▼

EN 1 AN

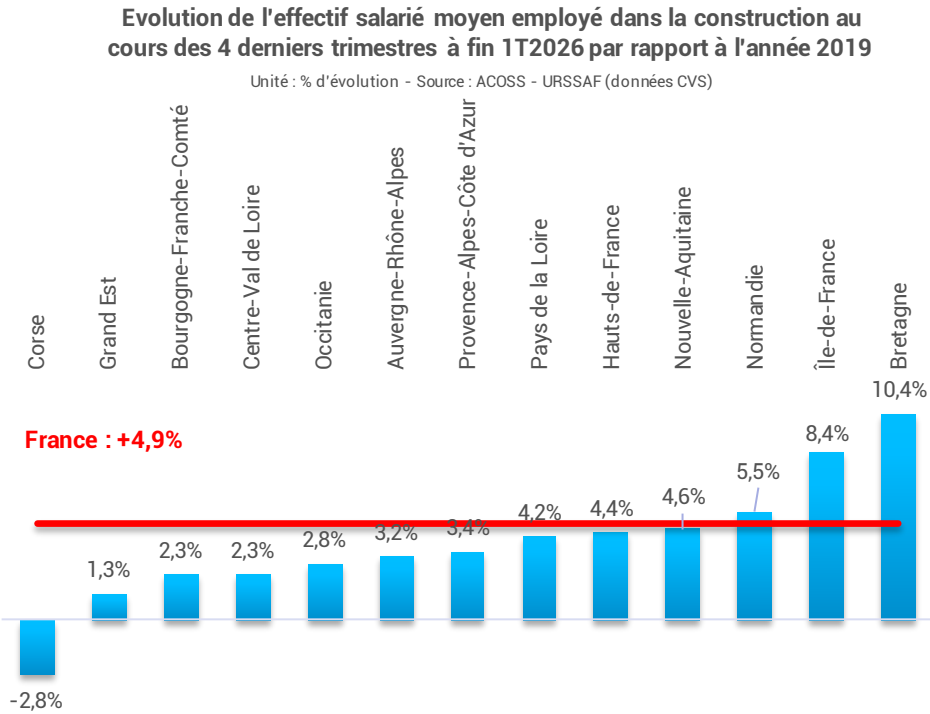
DE L'EMPLOI SALARIÉ

AU 1° TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

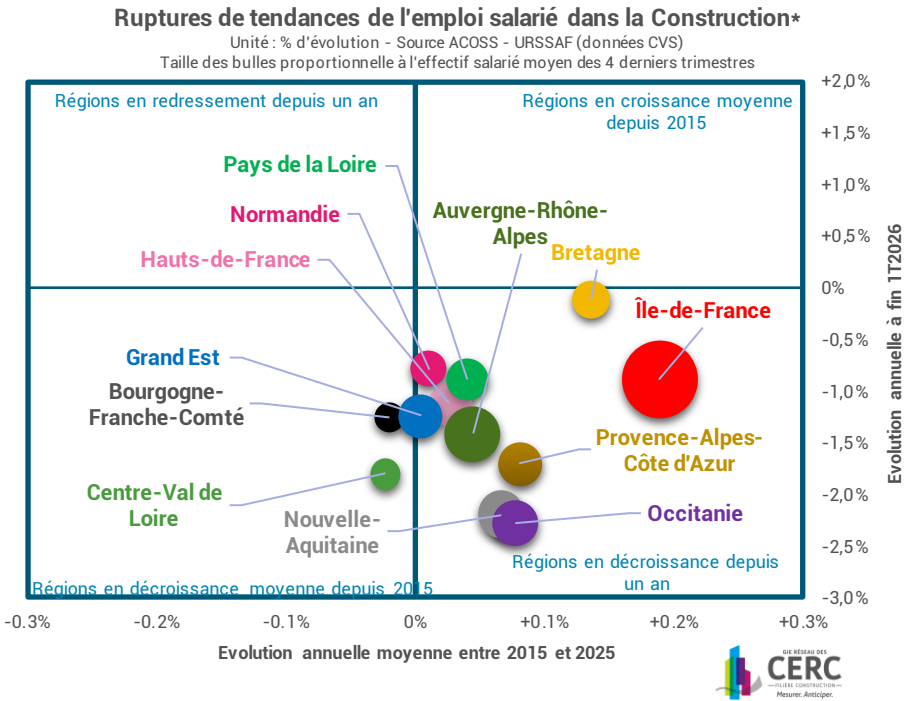
1 584 884 sal.

Sources :
ACOSS - URSSAF (données cvs).
Les données correspondent à un nombre de postes salariés en fin de trimestre.

► L'écart avec l'avant crise sanitaire



► Les ruptures de tendances territoriales

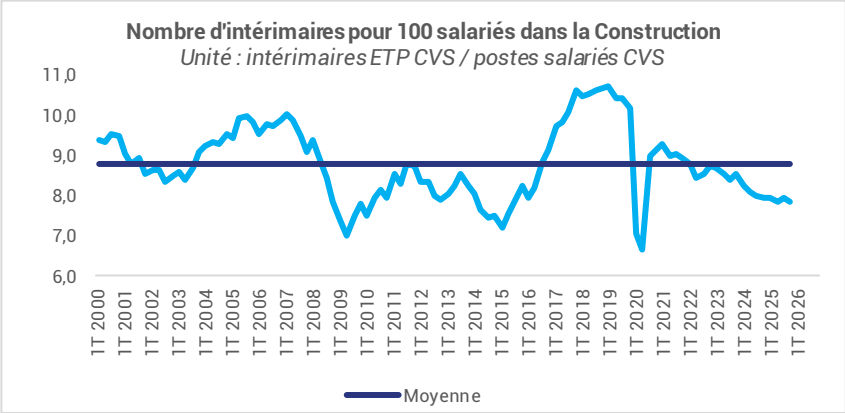
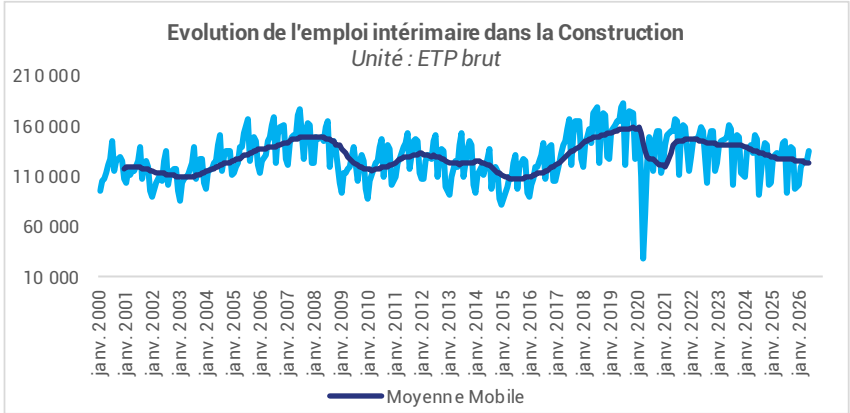


* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de postes salariés

► Les tendances du recours à l'intérim dans la Construction

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	Situation à fin juin 2026 Evol 1 an		
Intérimaires Construction en juin 2026	136 338 ETP	-5,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin juin 2026	129 631 ETP	-4,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026	123 835 ETP	-3,4%	▼

Données brutes ETP



-4,9% ▼

EN 1 AN

DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2026

129 631 ETP

Sources :
DARES, exploitation des fichiers
Pôle emploi des déclarations
mensuelles des agences
d'intérim

► Les tendances des demandes d'emploi dans la Construction

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	203 048 DEFM	-1,4%	▼
DEFM tous secteurs économiques	3 160 479 DEFM	+3,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Le calcul des évolutions du nombre de demandeurs d'emploi est actuellement perturbé par des modifications réglementaires.

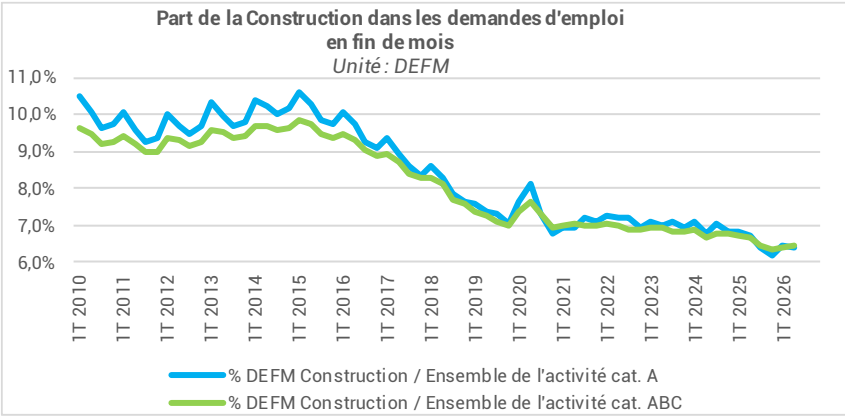
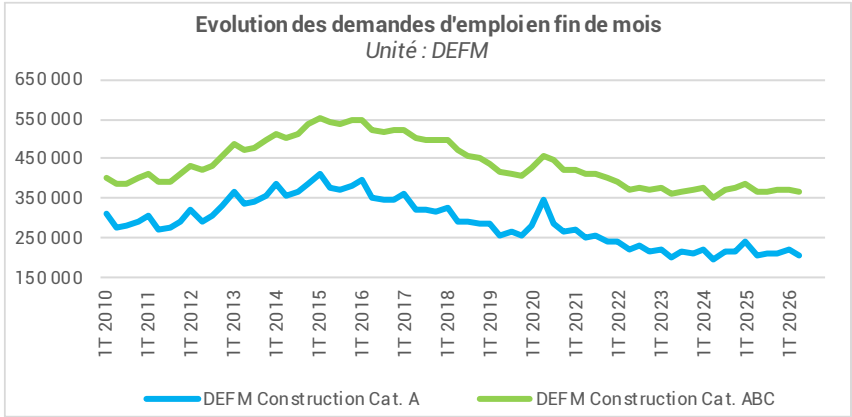
-1,4% ▼

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

AU 2° TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

203 048 DEFM



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT
(Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

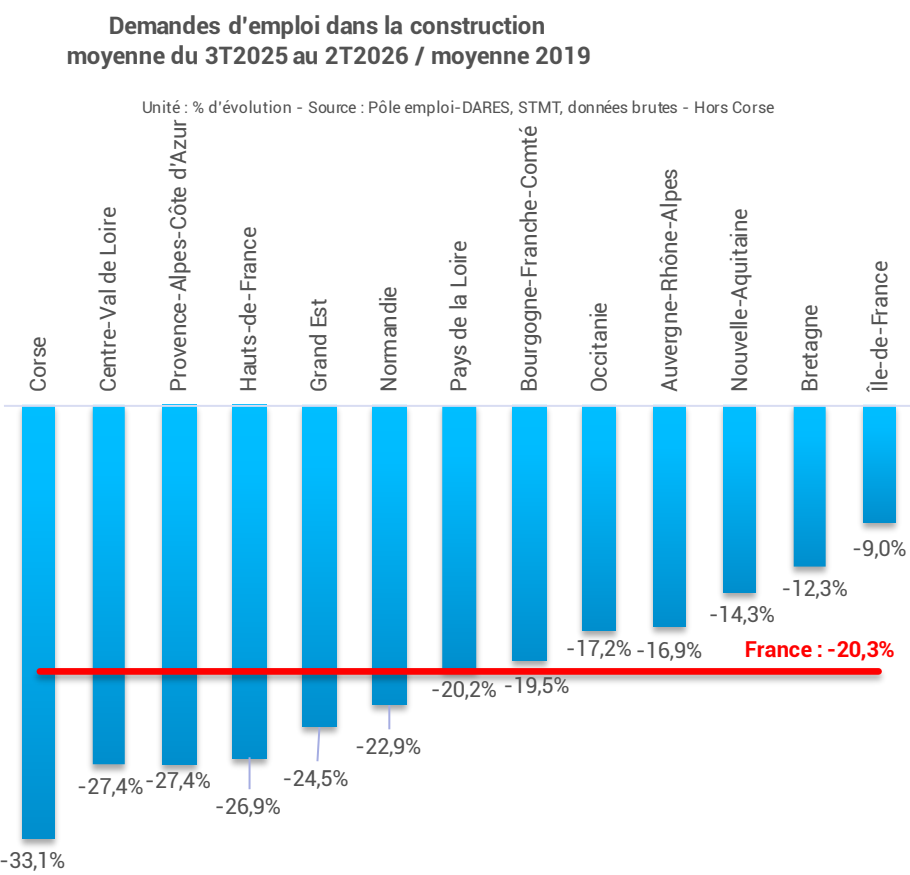
Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non. .

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois

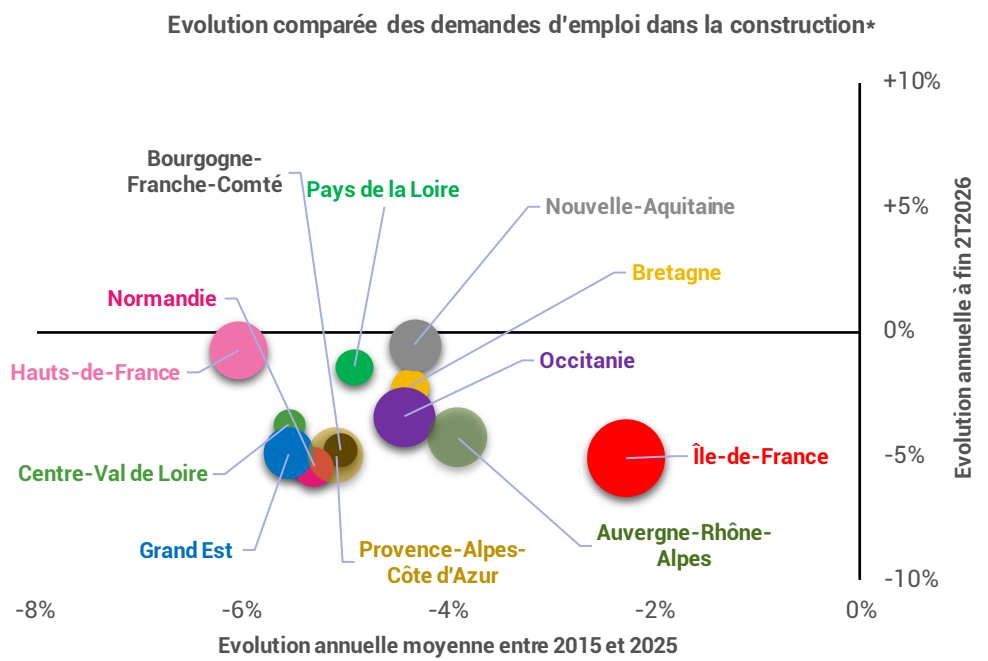
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

► L'écart avec l'avant crise sanitaire



► Les ruptures de tendances territoriales



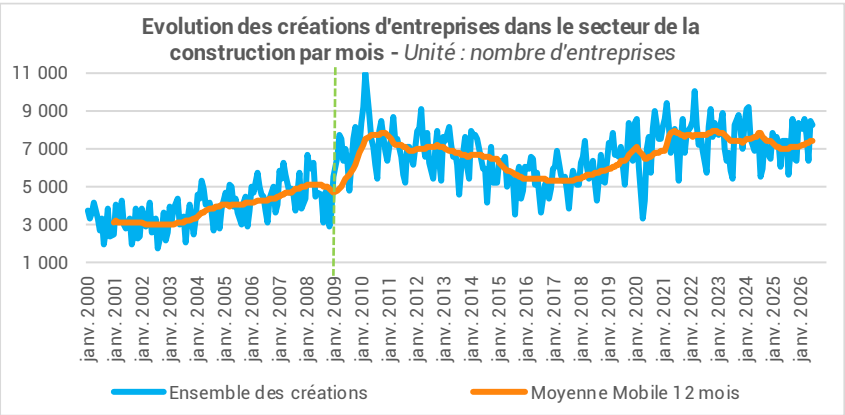
Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT
(Statistiques Mensuelles du
marché du travail). Données
brutes

Appareil de production

Créations d'entreprises

► Les tendances de la création d'entreprise dans la Construction

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	Situation à fin juillet 2026 Evol 1 an		
Créations d'entreprises au cours des trois derniers mois à fin juillet 2026	23 131	+10,1%	▲
Créations d'entreprises cumulées de août 2025 à juillet 2026	89 932	+7,0%	▲



Création du statut d'auto-entrepreneur au 1er janvier 2009 (devenu statut de micro-entrepreneur)

+10,1% ▲

EN 1 AN

DES CREATIONS D'ENTREPRISES

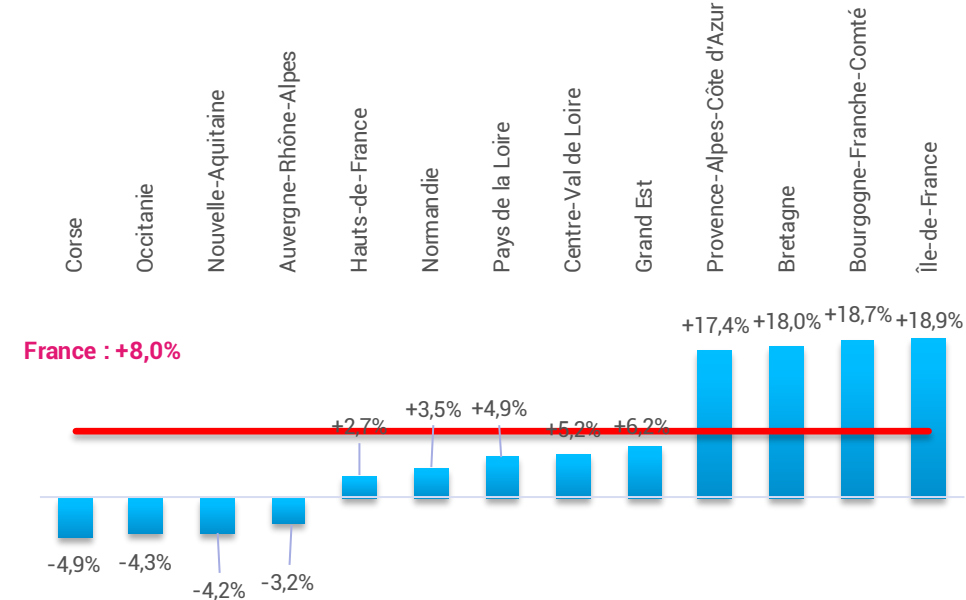
(CUM UL 3 MOIS - SIT. À FIN JUILLET 2026)

23 131 créations

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

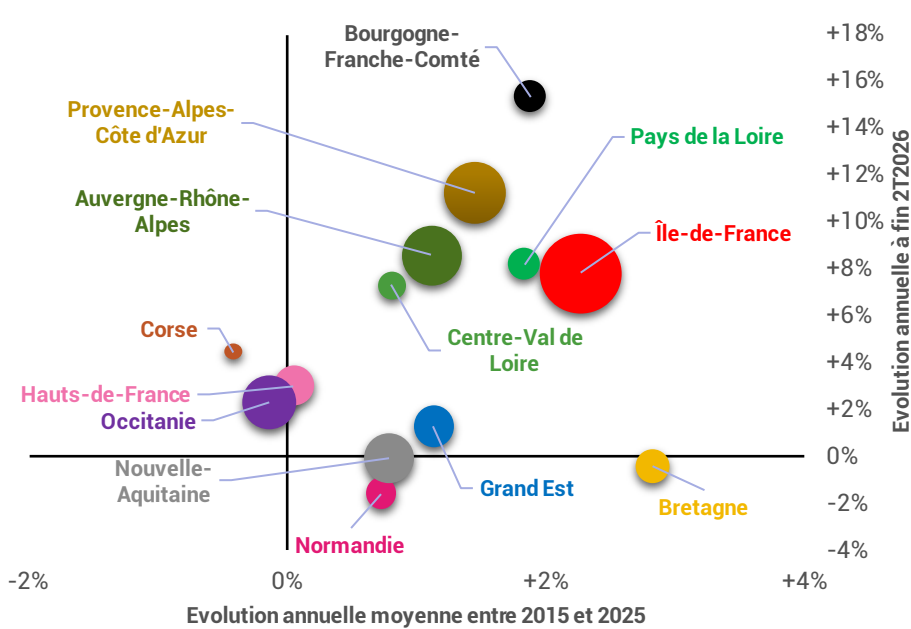
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction
Evolution du cumul 12 mois à fin 2T2026
par rapport à fin 2019

Unité : % d'évolution - Source : INSEE, données brutes



► Les ruptures de tendances territoriales

Evolution comparée des créations d'entreprises dans la construction*



Sources :
INSEE
(données brutes)

* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations
Données régionales les plus récentes : 2° trimestre 2026

► Les tendances des défaillances d'entreprises et de l'impact sur l'emploi dans la Construction

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	3 620 défaillances	-1,9%	▼
Dont entreprises sans salarié	581 défaillances	+2,3%	▲
Dont entreprises avec salarié	2 319 défaillances	-6,4%	▼
Dont entreprises avec effectif inconnu	720 défaillances	+11,8%	▲
Défaillances cumulées du 3° trim. 2025 au 2° trim. 2026	14 483 défaillances	-1,6%	▼
Dont entreprises sans salarié	2 214 défaillances	-11,8%	▼
Dont entreprises avec salarié	9 412 défaillances	-6,0%	▼
Dont entreprises avec effectif inconnu	2 857 défaillances	+29,9%	▲

-1,9% ▼

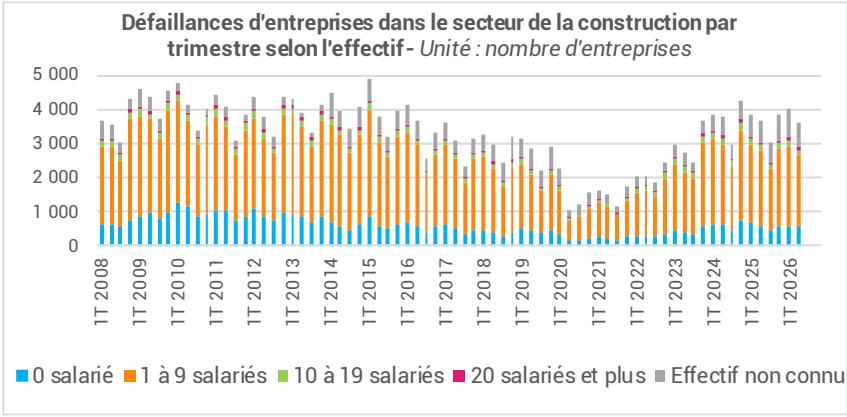
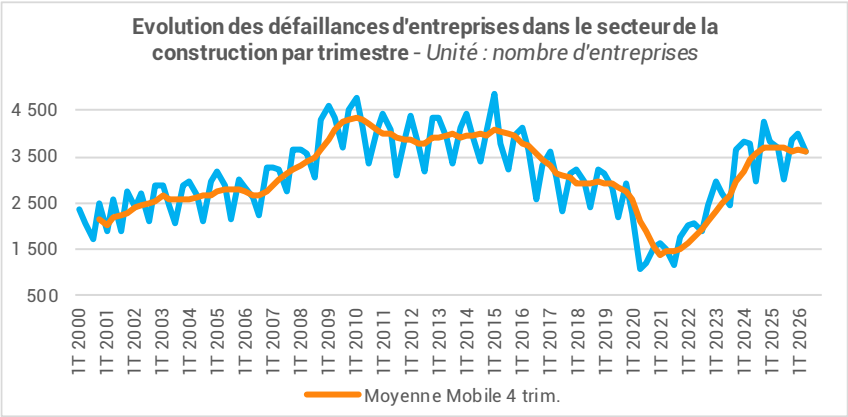
EN 1 AN

DES DEFAILLANCES D'ENTREP.

AU 2° TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

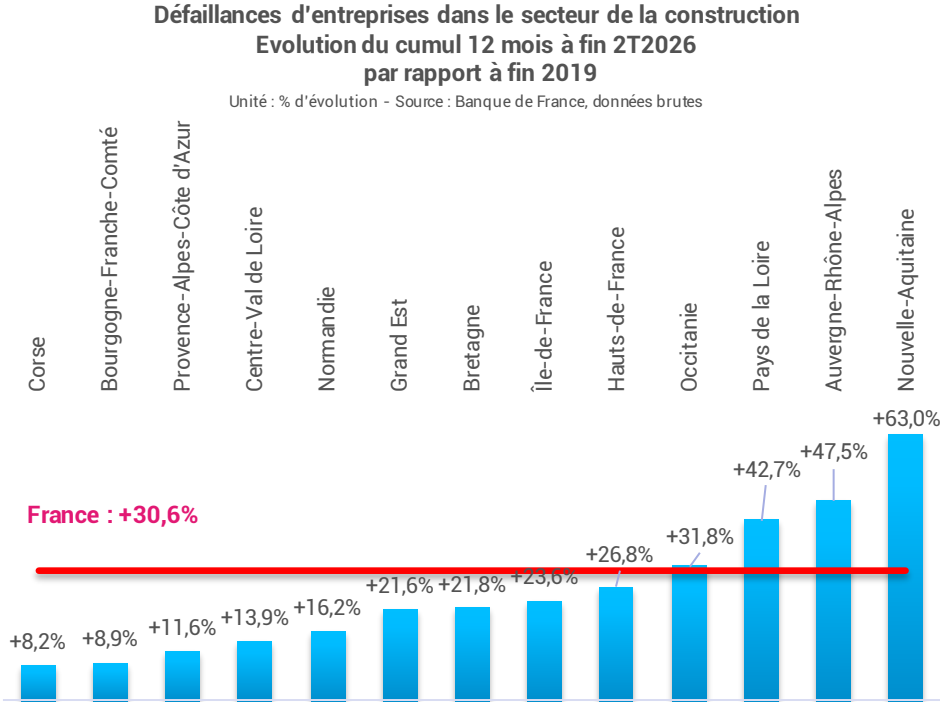
3 620 défaillances

Sources :
Banque de France (données brutes)



Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

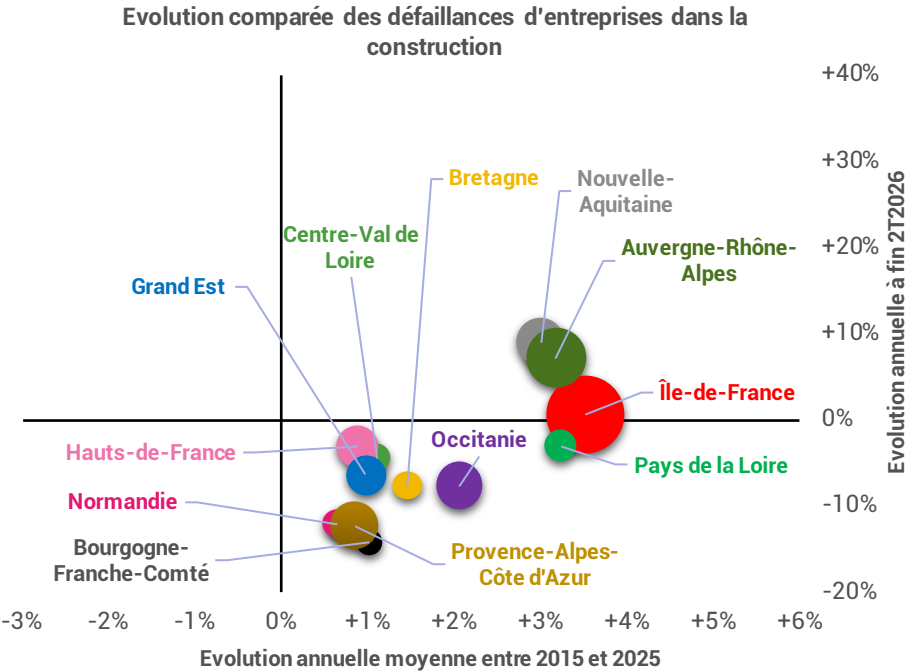
► L'écart avec l'avant crise sanitaire



Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

► Les ruptures de tendances territoriales



CERC Auvergne-Rhône-Alpes

04-72-61-06-30
contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

Site Dijon (siège) : 03-81-41-16-12
Site Besançon
cercbfc@gmail.com
www.cerc-actu.com

CERC Bretagne

Tél. : 02-99-30-23-51
contact@institut-veia.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr

CERC Centre-Val de Loire

Tél. : 02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr

CERC Corse

Tél. : 04-95-51-79-49
cerccorse@gmail.com
www.cerec-btp.org

CERC Guyane

Tél. : 05-94-38-56-88
contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Grand Est

Tél. : 03-87-62-81-45
contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-actu.com

CERC Guadeloupe

Tél. : 05-90-32-12-09
contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Hauts-de-France

Site de Lille (siège) : 03-20-40-53-39
Site d'Amiens : 03-22-82-25-44
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Ile-de-France

Tél. : 01-40-61-82-20
cerc-idf@cerc-idf.fr

CERC La Réunion

Tél. : 02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Martinique

Tél. : 05-96-75-80-08
contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine

Site Limoges (siège) : 05-55-11-21-50
Site Bordeaux : 05-47-47-62-43
Site de Poitiers : 05-49-41-47-37
nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Normandie

Tél. : 02-31-85-44-71
contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Occitanie

Tél. : 05-61-58-65-42
stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Pays de la Loire

Tél. : 02-51-17-65-54
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tél. : 04-88-22-66-50
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Sources :

ACOSS-URSSAF (données cvs)

Banque de France (données brutes)

DARES (données brutes)

FNTP/INSEE

INSEE (données brutes)

Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

SDES, ECLN (données brutes)

SDES, Sitadel3 (en date réelle estimée)

UNICEM (données brutes)

Ce document est édité par le GIE Réseau des CERC

GIE RÉSEAU DES CERC

Siège | 2 rue Béranger, 75003 Paris

Direction opérationnelle | 55, avenue Galline, 69100 Villeurbanne

gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com

Directrice de publication : Laurence Herbeaux

Chef de projets : Aymeric Bailly

Mise en page : Marion Martin

Date de parution : Septembre 2026

**Comité scientifique et technique du
GIE Réseau des CERC :**

Guillaume Rateau (CGDD, SDES),

Loïc Chapeaux, Érica Quinton (FFB),

Sylvie Montout, Romane Charpentier (CAPEB),

Jean-Philippe Dupeyron, Cloé Sarrabia (FNTP),

Carole Deneuve, Nicolas Neuville (UNICEM)

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.122-5) les copies ou reproduction strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L122-10 à L122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC :



GIE Réseau des CERC

Siège | 16 bis boulevard Jean Jaurès, 92110 Clichy
Direction opérationnelle | 55 avenue Galline, 69100 Villeurbanne
gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com | [@GieReseauCerc](https://twitter.com/GieReseauCerc)

